

## Unir nos forces contre l'UE. Pour une alternative de classe et internationaliste !

A l'occasion des élections au Parlement européen du 25 mai prochain, la Ligue Internationale des travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI) se dirige aux combattants de la classe travailleuse et de la jeunesse, à tous ceux qui résistent à la catastrophe sociale causée par la politique de l'UE et de ses gouvernements. Face à l'unité du capital financier européen et de ses gouvernements autour de cette machine de guerre sociale qu'est l'Union européenne, les travailleurs et les opprimés du continent doivent répondre d'une seule voix. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions stopper leurs plans, mettre en crise le projet impérialiste de l'Union européenne et ouvrir la voie vers une Europe unie des travailleurs et des peuples.

### L'UE, une machine de guerre impérialiste contre les travailleurs et les peuples de l'Europe

Les deux courants majoritaires dans le Parlement européen, le *Parti populaire européen* et le *Parti socialiste européen*, composés par les partis nationaux respectifs des sociolibéraux et de la droite, représentent les intérêts de la grande bourgeoisie du continent. Les différences relatives entre eux n'expriment que des rivalités entre les différents secteurs de la bourgeoisie impérialiste européenne, au milieu de la crise capitaliste la plus profonde depuis l'après-guerre dans le monde.

Dans les pays où ils gouvernent, ces partis s'enthousiasment avec une « récupération » rachimique de la croissance, qui n'est rien d'autre qu'une récupération des bénéfices des patrons, au prix d'une baisse des salaires, de la prolifération des contrats précaires et des coupes dans le budget public, sur fond de chômage massif qui atteint des proportions sauvages dans la périphérie. Quand ils passent « à l'opposition », ces partis critiquent le gouvernement en place et disent qu'il faut maintenir l'état de bien-être ; et de retour au pouvoir, ils appliquent la même politique.

La récente offensive de coupes, lancée par Hollande en France, contre les travailleurs et en faveur des patrons, ou le fait que le candidat « socialiste » à la tête de la Commission européenne soit Schultz, le représentant du SPD, un parti qui gouverne en coalition avec Merkel, réduisent à néant le discours des candidats socialistes.

Ce sont ces parties qui gèrent des organismes tels que la Commission européenne – au nom d'un grand capital européen parfaitement hiérarchisé – et qui gouvernent dans leurs pays en appliquant les plans d'austérité et de contre-réformes qui détricotent les acquis de l'après-guerre et placent la périphérie de l'Europe sous la tutelle directe de Berlin et de Bruxelles. Grâce à des plans de guerre sociale dirigés et coordonnés par l'UE, sous commandement allemand, ils mettent en oeuvre l'ajustement structurel brutal du continent, exigé par les grandes banques et les multinationales européennes pour rester compétitif dans les nouvelles conditions du marché mondial.

### « Refonder » l'UE et renoncer aux revendications, ou de rompre avec l'UE et ouvrir la voie vers une Europe des travailleurs et des peuples ? Voilà la question

Les parties regroupées dans le *Parti de la gauche européenne* (le PGE, où l'on retrouve le Front de Gauche, Izquierda Unida, le Bloco de Esquerda, Die Linke et SYRIZA) se présentent comme l'alternative de gauche aux partis socialistes et de droite, et postulent Alexis Tsipras, le dirigeant grec de Syriza, comme candidat à la présidence de la Commission européenne. Ils parlent d'une « Europe des nations »,

critiquent « l'austéricide » et exigent une « Europe sociale et démocratique ». Et pourtant, ils ne remettent nullement en cause l'UE et ses structures, et ils en assument, au contraire, les normes et les règles de jeu.

Pour les partis du PGE, l'Union européenne n'est pas une machine de guerre du capital financier européen contre les travailleurs et les peuples, mais, au contraire, un système « neutre », qui serait séquestré par *les forces obscures* de la finance et qu'il faudrait récupérer pour *la citoyenneté*. Il s'agirait, en somme, de « *refonder l'Union européenne* ».

Mais de cette façon, le PGE cache aux travailleurs européens le vrai caractère de l'Union européenne et offre à celle-ci son soutien pour contrer la charge légitime de haine qui s'étend parmi les masses laborieuses du continent contre la machine de guerre du capital financier. Et il bloque, en même temps, toute perspective d'une autre Europe, alternative à celle du grand capital.

Il ne s'agit pas que d'une question idéologique, mais d'un problème bien pratique, car **la « refondation de l'Union européenne » implique l'acceptation de ses règles et ses limites, ce qui signifie tout simplement qu'il faut éliminer du programme toute revendication de rupture** qui remet en question les traités. C'est pourquoi ils renoncent à quelque chose d'aussi élémentaire que **la suspension du paiement de la dette publique**, le temps de faire un audit public et rigoureux concernant la façon dont elle s'est constituée et concernant ses responsables et ses bénéficiaires. Cette mesure si fondamentale pour arrêter les coupes et protéger les services publics est remplacée par la « restructuration de la dette », c'est-à-dire la continuité des paiements aux banquiers créanciers.

Pour les mêmes raisons, ils renoncent également à l'expropriation des banques et à la nationalisation des secteurs stratégiques de l'économie, et ils réduisent leurs revendications à quelque chose d'aussi diffus que la « *démocratisation* », la « *transparence* » ou le « *contrôle public* ». En ce qui concerne la dictature que les banques allemandes et européennes exercent par le biais de la Banque centrale européenne (BCE), ils se limitent à exiger le besoin de « *mécanismes de contrôle démocratique et parlementaire* » de façon à la rendre *soumise aux autorités politiques* ; les mêmes autorités – disons-nous – qui nomment les personnages des circuits des grandes banques privées pour les postes clés de la BCE.

Le PGE sait, en outre, que les revendications comprises dans son programme – telles que la fin des coupes budgétaires ou l'annulation des contre-réformes du travail et des pensions publics, expressément imposées par la Troïka – sont **impossibles dans le cadre de l'UE et exigent la rupture avec elle**. C'est quelque chose que tout le monde peut voir. Mais le PGE est incapable de concevoir une Europe qui rompt avec le capital.

C'est une véritable tragédie, le fait que cette politique de la gauche officielle laisse le champ libre aux mouvements **d'extrême droite, au fascisme** et aux **mouvements populistes et réactionnaires** (comme celui de Grillo en Italie) pour profiter politiquement de la haine légitime des masses populaires envers l'UE et ses politiques, alors que ces mouvements attisent le racisme et la xénophobie pour créer des affrontements au sein des travailleurs, au profit d'un secteur des capitalistes.

Ces élections mettent en évidence la question de **la réforme ou la rupture** avec l'UE, où il n'y a pas de place pour des demi-mesures. La mise en oeuvre d'un programme de sortie de crise pour les



travailleurs est radicalement incompatible avec la permanence dans l'UE. La défense d'un tel programme requiert,  **dans les pays centraux, la dénonciation des traités et l'exigence de la dissolution de l'UE, et dans les pays soumis de la périphérie, l'exigence de l'arrêt du paiement de la dette et de la rupture avec l'UE.**

Ce n'est pas une lutte de chaque pays séparément. Il n'y a pas d'issue nationaliste pour chaque pays individuellement. Tel n'est pas le camp de la classe ouvrière. La lutte est unique, commune à la classe ouvrière tout entière du continent, pour arrêter les plans d'austérité et de contre-réformes, pour vaincre l'ajustement structurel en cours, pour briser la domination du capital financier et ouvrir la voie à la création de Gouvernements des travailleurs, et d'une Europe des Travailleurs et des Peuples qui soit l'expression de l'union libre et volontaire des Etats socialistes de l'Europe.

### **Un programme de classe et internationaliste**

Les élections européennes doivent permettre de faire progresser la construction d'un pôle de classe, révolutionnaire et internationaliste.

La classe ouvrière dans les pays impérialistes centraux, soumise au chantage de la délocalisation, est confrontée à un faux dilemme : la baisse des salaires et des conditions de vie, ou la mise au chômage. Et entre-temps, les gouvernements de la périphérie soumettent les travailleurs à une course à l'abîme : plus la baisse des salaires et le déclin social avancent, plus le pays est « compétitif » pour attirer les entreprises qui délocalisent ailleurs. Dans ce match, la bourgeoisie impérialiste est la seule gagnante. Les intérêts des travailleurs en tant que classe ne peuvent être défendus que de façon unitaire et dans une lutte internationale. Le test de grève générale européenne le 14 novembre dernier a montré que **l'unité internationale est possible et nécessaire, pour le combat contre l'ajustement, contre les gouvernements qui l'appliquent et contre l'UE qui le dirige.**

Il n'y a pas moyen de briser la spirale de coupes, de baisses de salaire et de contre-réformes, ni de mettre fin au chômage, sans remettre en question les besoins les plus profonds du capital impérialiste et la division du travail imposée par le continent, sans en finir avec l'UE ; bref, sans faire face à l'impérialisme dans son propre pays ou se battre contre lui dans les pays de la périphérie. Voici quelques-unes des mesures que nous jugeons nécessaires.

**Arrêt des coupes et des privatisations !** Récupération des droits enlevés et des services publics privatisés. **NON au paiement de la dette publique,** le principal instrument de soumission des Etats. Les déficits avec lesquels les gouvernements justifient les coupes ne sont que l'outil pour l'expropriation du budget afin d'assurer les bénéfices des banques créancières, qui tirent profit du parasitisme et de la spéculation. **Prison et expropriation des biens pour les coupables de corruption.**

**Expropriation des banques** et leur unification pour centraliser le crédit en faveur de la réorganisation de l'économie, en garantissant les dépôts des petits épargnants. Contrôle de la circulation des capitaux et monopole du commerce extérieur. Moratoire de la dette des travailleurs, des paysans et des petits entrepreneurs qui sont au chômage ou en ruines.

**Abrogation des contre-réformes du travail,** adoptées pour faciliter les licenciements et les réductions de salaire et pour rompre la négociation collective. **Il est possible de mettre fin au chômage en répartissant le travail entre tous,** sans réduction de salaire ! Nous avons besoin d'un ample plan de travaux publics, écologiques et d'intérêt social, pour créer de l'emploi. Il faut **étatiser les branches et les entreprises stratégiques sous le contrôle des**

**travailleurs,** en réorganisant l'économie et en rouvrant les entreprises fermées.

**A bas les contrats précaires !** Pour le droit des jeunes à l'emploi : Pas de « double échelle » des salaires ! Non à la précarité des contrats et la réduction des salaires ! Pour une journée de 6 heures pour les étudiants qui travaillent.

**Luttons contre la violence machiste !** Pour le droit de **la femme** à disposer de son corps. Non à l'inégalité des salaires : à travail égal, salaire égal. Pas de coupes pour les crèches mais augmentation des places. Contre toute oppression sur la collectivité LGTBI !

**Contre la xénophobie et le racisme !** Abolition de la directive de la honte et des lois de l'immigration. Démantèlement des centres de « détention » d'immigrants. Egalité de droits salariaux, syndicaux et politiques. Défense des travailleurs immigrés contre l'extrême droite et les fascistes (Front national, Wilders, UKIP en Angleterre, Aube dorée...)

**L'environnement** est systématiquement agressé, dans la périphérie et dans les pays du Nord. Il est l'autre grande victime de la crise capitaliste, avec le travail et les droits sociaux. Sa défense est une tâche fondamentale de la classe ouvrière.

L'émergence de gouvernements *techniques*, l'autonomie progressive des gouvernements par rapport aux majorités parlementaires ou leur mépris pour les normes d'un régime parlementaire complètement pourri, tout cela sont des symptômes d'une dérive autoritaire, qui va de pair avec des actions alarmantes telles que l'intervention dans la grève des travailleurs du métro d'Athènes, les coupes dans le droit à la représentation syndicale dans les entreprises italiennes, ou le projet de loi espagnol de sécurité publique, criminalisant les protestations sociales. La défense des droits démocratiques est devenue une tâche essentielle. A bas toutes les mesures contre la liberté d'expression, le droit d'association et la liberté de manifestation !

Il faut mentionner, en particulier, la défense du **droit à l'autodétermination des nations opprimées**, une revendication d'actualité brûlante dans l'Etat espagnol, en raison de l'exigence d'une ample majorité de Catalans d'organiser un référendum pour décider de leurs relations avec l'Espagne.

L'UE ne se limite pas à soumettre les pays de sa périphérie à l'Est et au Sud ; elle est aussi un **instrument diplomatique hors prix des grandes puissances européennes**, pour défendre les intérêts commerciaux et géopolitiques de ceux-ci dans le monde. L'intervention de l'UE en Afghanistan, au Liban et en Palestine, sa complicité honteuse avec la dictature génocidaire d'Al Assad en Syrie, sa politique d'annexion à l'égard de l'Ukraine, ses accords de libre-échange avec l'Afrique ou l'Amérique latine, ou encore les interventions coloniales françaises en Afrique, définissent **une politique impérialiste de pillage, toujours dans l'ombre des Etats-Unis. Le démantèlement des bases étasuniennes en Europe, la sortie de l'OTAN et le retrait de toutes les troupes à l'étranger** sont une exigence immédiate.

**MAS (Movimento Alternativa Socialista – Portugal)**  
**PdAC (Partito di Alternativa Comunista – Italie)**  
**Corriente Roja (Etat espagnol)**  
**LCT (Ligue Communiste des Travailleurs – Belgique)**  
**ISL (International Socialist League – Angleterre)**

**Ligue Internationale des Travailleurs - IVE Internationale**

18 mai 2014